

CEEAC/Processus de réformes/Tournée du ministre des Affaires étrangères

Le chef de la diplomatie gabonaise chez Pierre Nkurunziza



Le ministre Alain-Claude Billie-By-Nze remettant le message du président Ali Bongo Ondimba à son homologue burundais Pierre Nkurunziza.

Photo : DR

Juste KOMBILE
MOUSSAVOU
Bujumbura/Burundi

Alain-Claude Billie-By-Nze a réaffirmé l'engagement du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à œuvrer à la matérialisation d'une organisation sous-régionale viable, dynamique au service des peuples et des nations.

À la seconde étape de la deuxième phase de la tournée sous régionale qu'il a entamée depuis quelques jours, le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Billie-By-Nze, accompagné du secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-Mi, était, hier, l'hôte du chef de l'État burundais, Pierre Nkurunziza, dans la localité de Kayanza, située à cent-cin-



Une phase de l'audience qui a suivi.

Photo : DR

quante kilomètres de Bujumbura. De fait, en sa qualité de président du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle (Copil-Ri) de la CEEAC, le chef de la diplomatie gabonaise a transmis au numéro un burundais un message du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la

CEEAC, relatif au processus de réformes en cours au sein de cette organisation sous-régionale, matérialisé en juillet dernier, à Libreville, par la validation d'un certain nombre de textes, à l'issue de la 2e réunion ministérielle du Copil-Ri. Notamment le projet de Cadre organique de la CEEAC, le Statut du person-

nel, le Règlement financier, l'insertion du mécanisme institutionnel du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (Copax) au sein de l'architecture de la CEEAC. Toutefois, a fait remarquer Alain-Claude Billie-By-Nze, ceux-ci ne deviendront réellement effectifs qu'au terme de leur adoption par les chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC au cours d'un sommet qui pourrait se tenir dans les mois à venir. Dans cette perspective, il a réaffirmé l'engagement du président de la République gabonaise à œuvrer à la matérialisation de cette ambition. D'autant que, a-t-il précisé, elle a été clairement affirmée par les chefs d'État et de gouvernement lors du 16e sommet ordinaire de la CEEAC tenu, en mai 2015, à N'Djamena, au Tchad. C'est dire les enjeux qui

sous-tendent cette vision. Vu qu'elle devrait permettre à la CEEAC de se hisser, enfin, au rang d'organisation sous-régionale dynamique, performante et viable, à même d'être un instrument véritable au service des peuples, de la stabilité, de la croissance et de l'intégration des nations. Il faut souligner que le ministre Alain-Claude Billie-By-Nze a salué et félicité l'adhésion du peuple et du président burundais à cette ambition. À noter qu'avant de se rendre à Kayanza, le ministre gabonais a eu un

tête-à-tête avec son homologue burundais, Ezéchiel Nibigira. Les deux personnalités se sont réjouies de la qualité des relations qui existent entre leurs deux pays. Tout en clamant la nécessité de voir la CEEAC être véritablement à la hauteur des enjeux auxquels est appelée à faire face la sous-région et le continent dans les années à venir. Soulignons que depuis hier, le chef de la diplomatie gabonaise et l'ensemble des membres de sa délégation sont à N'Djamena, au Tchad, avant de se rendre à Sao Tomé.

Communiqué CEEAC

Communiqué de la présidence en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) sur la situation politique au Cameroun

La présidence en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a suivi avec un vif intérêt le message à la nation ce mardi 10 septembre 2019 de Son Excellence Paul Biya, président de la République du Cameroun, centré sur la crise qui prévaut dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest et qui met en péril la sécurité et le bien-être des populations qui y vivent. La présidence en exercice de la CEEAC salue la décision du président de la République du Cameroun de convoquer un grand dialogue national dans le but de répondre aux aspirations profondes des différentes composantes de la nation camerounaise. Elle appelle toutes les forces positives et constructives à saisir l'opportunité de ce dialogue en vue de préserver la paix, la sécurité, la cohésion sociale, la concorde nationale et favoriser le retour des personnes déplacées et des réfugiés. La présidence en exercice de la CEEAC réitère le soutien et la solidarité communautaires à la République du Cameroun et exprime la disponibilité de la Communauté à l'accompagner dans le processus de réconciliation nationale. Elle exhorte les partenaires et amis de la République du Cameroun à apporter leurs appuis multiformes à la réussite de ces assises historiques. La présidence en exercice saisit cette occasion pour exprimer à nouveau ses condoléances aux familles des victimes et souhaiter prompt rétablissement aux blessés. Elle appelle toutes les populations camerounaises à privilégier le dialogue et le pardon en vue de tourner définitivement la page et de retrouver une vie normale. **Fait à Libreville, le 11 septembre 2019**

Deuxième session ordinaire du CESE/Travaux en commissions

Le conflit homme-faune au menu des débats

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Depuis le 4 septembre dernier, les conseillers membres plangent sur les manifestations, les conséquences de ce conflit. Au sortir de ces échanges, ils émettront sans doute des avis.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) est en session ordinaire depuis le début du mois de septembre. Après la cérémonie d'ouverture présidée par le chef de l'institution René Ndemézo'o Obiang, des commissions se sont mises en place pour examiner, entre autres, les questions liées au conflit homme-faune au Gabon.



L'une des commissions du CESE en pleins travaux.

Photo : DR

À ce sujet, les conseillers membres ont d'abord tenu à faire un état des lieux de la situation. De leur constat, on peut retenir que les écosystèmes

forestiers sont perturbés par endroits. Or, la dégradation des forêts et la déforestation causées respectivement par l'exploitation forestière et

l'agriculture ont des incidences négatives sur la faune et son habitat. Une situation qui, selon les conseillers membres,

"pousse les herbivores à se nourrir dans les cultures et les carnivores à changer leur régime et à s'attaquer au bétail". Évoquant les conséquences du conflit homme-faune, les commissaires du CESE indiquent que cette situation affecte les conditions de développement des populations. Aussi, les incidences sont-elles considérables aux plans économique, social et environnemental. Sur le premier plan, on cite l'insécurité alimentaire, la pénurie des produits alimentaires et la dépendance aux produits d'importation. Au niveau social, l'exode rural, le chômage, la paupérisation des populations rurales, les tensions entre les autorités

administratives, les responsables des aires protégées et les populations, l'abandon des plantations, etc. Sur l'environnement, les conséquences relevées par le CESE sont la baisse de certaines espèces protégées, la cohabitation forcée entre les hommes et les espèces sauvages, la perturbation de l'écologie des espèces végétales, la pollution des cours d'eau, etc. Par ailleurs, s'agissant de l'évaluation des politiques publiques, le président du CESE a invité les membres de l'institution à s'autosaisir au sujet de ladite problématique qui concerne "justement l'arbitrage entre le progrès économique et la protection de l'environnement".